

**Unité bi-départementale  
Calvados – Manche**

CAEN, le 25/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **BOLLORE ENERGY**

31-32 quai de Dion Bouton  
92811 PUTEAUX

Références : 2023-057  
Code AIOT : 0005300417

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement BOLLORE ENERGY implanté Quai de Calix 14120 MONDEVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite inopinée avait pour but d'acter la fin de l'instruction de la mise à jour de l'étude des danger débutée lors de l'implantation d'une cuve aérienne de stockage d'additifs au sein du dépôt au niveau du poste de chargement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOLLORE ENERGY
- Quai de Calix 14120 MONDEVILLE
- Code AIOT : 0005300417
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le dépôt d'hydrocarbures de Mondeville est exploité par la société BOLLORE ENERGY. Il est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 08/06/1995 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 10/04/97, 28/07/10 et 09/01/14. C'est une installation relevant du régime de l'autorisation sous statut SEVESO seuil bas.

L'inspection s'est rendue dans le local DCI, au niveau de deux piezomètres à l'Est du site (ceux visés par la précédente inspection de 2021), au niveau de l'ancien lieu de stockage des additifs en IBC, au niveau de la cuve de 20 m<sup>3</sup> d'additifs au poste de chargement et au local de commande du dépôt.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- mise à jour de l'étude des dangers
- détection incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour de l'étude des dangers	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-98.II	/	Sans objet
2	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 09/01/2014, article 3.5.4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Cette visite inopinée est venue compléter une réunion entre l'exploitant, le SDIS et la Dreal pour l'organisation d'un exercice POI sur le site en 2023.

La mise en place d'une cuve aérienne d'additifs autorisée par courrier préfectoral du 16 juillet 2021 s'est accompagnée de la mise à jour de l'étude des dangers de l'établissement. Cette cuve dispose d'un système de protection contre les flux thermiques par prolongation du système de sprinklage présent au niveau de la zone de chargement du carburant. Un essai de mise en oeuvre concluant au niveau du poste de chargement indique le bon fonctionnement du sprinklage. L'Inspection ne s'est pas attachée à la vérification des débits mis en oeuvre mais uniquement à constater le fonctionnement du système d'extinction.

L'exploitant a indiqué dans l'étude incendie (annexée à son étude des dangers) l'installation de plusieurs rideaux d'eau à partir de 5 queues de paon pour protéger les installations annexes suivantes :

- Bâtiment exploitation;
- Cuve émulseur;
- Pomperie DCI;
- Réservoirs incendie.

Lors du scénario dimensionnant du feu de cuvette sur le dépôt, les installations sus-listées se trouvent dans une zone de flux thermique de plus de 8 kW/m<sup>2</sup>. L'installation de ces systèmes de protection permettra de réduire les flux et d'assurer une conduite des opérations de secours plus efficace pour ce site autonome.

**Il revient désormais à l'exploitant de mettre en oeuvre cette mesure de protection comme il l'avance dans son étude incendie.**

La détection incendie a été installée dans le local de commande et les locaux de la défense contre l'incendie. Une centrale incendie implantée dans le local de commande centralise cette détection. Un test de cette centrale a permis de constater l'absence de défaut ou de mise hors service.

En complément, les deux têtes des piézomètres situés à l'Est du site ont été rescellées comme l'exploitant l'avait indiqué par un courriel. L'Inspection a donc constaté le scellement lors de cette visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour de l'étude des dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-98.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude des dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. — Elle [L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25] fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour si nécessaire. Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour : — avant la mise en service d'une nouvelle installation, en application de l'article L. 512-1 ; — avant la mise en œuvre de changements notables ; — dans le délai de deux ans à compter du jour où l'installation entre dans le champ d'application de la présente sous-section ; — à la suite d'un accident majeur.
<b>Constats :</b> L'étude de dangers et sa mise à jour relève de la responsabilité de l'exploitant. Conformément aux instructions ministérielles, l'inspection par l'inspection des installations classées porte sur : - des vérifications ciblées vis à vis de la complétude, la cohérence et la justification méthodologique ; - des vérifications approfondies, par sondage, de l'analyse détaillée des risques et de l'évaluation de certains accidents potentiels présentés. L'inspection par l'inspection ne constitue pas une validation formelle des documents remis par l'exploitant.  La mise en place d'une nouvelle cuve aérienne de 20 m3 d'additifs en zone de chargement s'est accompagnée d'une mise à jour de l'étude des dangers (EDD) de l'établissement. Un courrier préfectoral en date du 16 juillet 2021 a autorisé la modification des installations compte tenu de l'absence de nouveau phénomènes dangereux.  Dans la mise à jour de l'EDD, l'exploitant indique la protection de cette cuve par la prolongation du système de sprinklage de la cuve voisine. Ce système permet de lutter contre les flux thermiques d'un incendie voisin. L'ensemble de la zone de chargement est défendue et/ou protégée par un réseau d'extinction commun qui peut-être mis en eau ou en eau+additifs. L'Inspection a demandé la mise en œuvre de la protection de la zone par déclenchement du scénario "poste de chargement" depuis la supervision de l'exploitant.  Les trois têtes de sprinklage situées au dessus de la cuve implantée ont correctement fonctionné (pour mémoire, deux têtes seulement étaient nécessaires selon l'étude incendie). L'inspection n'a pas demandé les débits mis en œuvre lors de ce test et indiqué dans l'étude incendie du dépôt. Il revient à l'exploitant de s'assurer que ceux-ci respectent les attendus. Ainsi, dans l'étude incendie révisée transmise en annexe de la demande, il est indiqué que : - « le débit protection réglementaire pour cette nouvelle cuve est de 90 l/min » [Cf. page 7 de l'étude incendie] - « la protection de la nouvelle cuve d'additifs sera réalisée par des sprinklers. » [Cf. page 18 de l'étude incendie] - « 2 buses sont suffisantes pour assurer la protection de cette nouvelle installation. Celles-ci seront raccordées au système de sprinklage de la cuve d'additifs déjà en place. » [Cf. page 21 de l'étude incendie].  Ces mesures sont conformes aux dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3/10/2010. Elles n'appellent pas d'observation de l'inspection des installations classées.  La visite d'inspection a permis de constater l'absence d'additif dans l'ancienne zone d'entreposage comme le prévoyait le porter à connaissance de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2014, article 3.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme dans les bureaux du dépôt.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de deux détecteurs dans le local de défense contre l'incendie et d'un détecteur dans la salle de commande. Ces détecteurs sont reliés à une centrale incendie en salle de commande. En cas d'alarme, cette centrale incendie est également reliée à un télé-opérateur en l'absence de personnel présent sur le dépôt. Un test de bon fonctionnement a été effectué par l'exploitant en présence de l'Inspection. Aucun dysfonctionnement n'a été constaté et la centrale est indiquée "en service".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet